

## **Rapport financier trimestriel**

Période terminée le 31 décembre 2017

Troisième trimestre de l'exercice 2017-2018

Publié le 28 février 2018

**WELLS**  
FARGO  
BANK  
N.A.  
CANADA

Canada



## TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM	2
	NOTRE MISSION	2
	NOTRE TRAVAIL	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS	3
	PROGRAMMES	3
	ACTIVITÉS	3
	PERSONNEL	3
4.	GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
5.	GESTION DU RISQUE	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS	4
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS	5
	DÉPENSES DE SOUTIEN	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION	7
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS	8
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE	9
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	10
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE	11
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2017	12
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION	12
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	13
	ÉTAT DES RÉSULTATS	14
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	15
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	16
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	17
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS	18
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS	18



## 1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des productions canadiennes, sur toutes les plateformes de consommation, au Canada et à l'étranger.

### Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file grâce à son soutien financier et à ses initiatives qui alimentent le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

### Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous soutenons des entreprises et des créateurs dynamiques, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens en plus de promouvoir et d'exporter du contenu canadien dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*<sup>1</sup>, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle dans l'ensemble du Canada depuis nos quatre bureaux situés à Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

## 2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*<sup>2</sup> établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

1 : <https://telefilm.ca/fr/propos-de-telefilm-canada/plan-strategique>  
2 : [www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text)

### 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

#### Programmes

Tel qu'annoncé lors de l'assemblée publique annuelle tenue le 28 novembre 2017, d'importants changements ont été apportés au Programme de production à micro-budget qui s'appellera dorénavant le **Programme Talents en vue**. Cinquante projets seront désormais financés chaque année ce qui est plus du double de nombre de projets financés auparavant. De plus, de nouveaux partenaires désignés seront ajoutés pour mieux rejoindre les créateurs de toutes les régions et encourager une participation diversifiée. Un volet de financement sera créé pour les cinéastes de courts métrages ayant remporté du succès et ainsi que pour les cinéastes d'un premier long métrage qui sont reconnus sur la scène internationale.

#### Activités

La Société a financé au cours du trimestre 66 longs métrages de production, pour une somme avoisinant les 16 millions de dollars.

Dans le cadre du MIPCOM, la Société et le Fonds des médias du Canada (FMC) ont présenté les talents et les producteurs de la série à succès *Mohawk Girls* dans le cadre du *Showcase Indigenous Content That Speaks to the World*, organisé avec la participation de Screen Australia. Dans le cadre du MIPJunior, la Société, en partenariat avec le FMC, a présenté sous le thème *Canada Big on Shorts* quatre séries télévisuelles : *Anaana's Tent*, *The Art Show*, *Beat Bugs* et *Cracké*.

En novembre, une nouvelle initiative de découvrabilité et de visibilité de contenu canadien a été lancée avec le lancement de Encore+, une chaîne YouTube, qui offre un accès gratuit - partout, en tout temps à du contenu cinématographique et télévisuel emblématique canadien. À son lancement, Encore+ offrait plus de 300 vidéos d'une centaine de séries télévisées et de films primés, dans les deux langues officielles, notamment des comédies, des drames, des émissions pour enfants et jeunes, des documentaires et des courts métrages.

Finalement, les trois projets de coproduction soumis par le Canada à Eurimages ont été sélectionnés pour obtenir du financement. Le Canada est le seul pays non européen à être membre d'Eurimages. Ce programme soutient la coproduction des œuvres cinématographiques entre les pays membres.

#### Personnel

Au cours du trimestre, la Société a appris le décès de madame Sheila de La Varende, Directrice, Promotion internationale. Depuis son absence, ses fonctions sont occupées de façon intérimaire par Marielle Poupelin.

#### **4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités :

- Comité d'audit et des finances;
- Comité des candidatures, d'évaluation et de la gouvernance;
- Comité de planification stratégique et des communications.

La gouvernance est aussi assurée par le comité de direction, présidé par la directrice générale, et ses comités dérivés :

- Comité opérationnel;
- Comité des ressources humaines;
- Comité de gestion des risques;
- Comité d'appel.

Au cours du trimestre, le conseil d'administration, le comité d'audit et des finances ainsi que le comité de planification stratégique et des communications s'est réuni deux fois tandis que le comité de gouvernance a tenu trois réunions. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à sept reprises.

Finalement, le mandat de monsieur Michel Roy à titre de président du conseil d'administration de la Société s'est terminé en octobre 2017 après dix ans de service. Monsieur G. Grant Machum, vice-président du conseil, agit à titre de président intérimaire.

#### **5. GESTION DU RISQUE**

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances ainsi que le comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement.

#### **6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS**

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans le délai imparti par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 31 décembre 2017. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Veuillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars.

### Dépenses de soutien

Les dépenses de soutien présentent une économie budgétaire ainsi qu'un retard par rapport à l'exercice précédent, situation qui provient majoritairement des programmes de production et de mise en marché.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Programmes de production	63 322	38 180	34 714	40 900	3 466	9	(6 186)	(15) ①
Programme de développement	7 825	5 310	4 685	4 182	625	12	503	12 ②
Programme pour le long métrage documentaire	2 000	1 900	1 473	98	427	22	1 375	1 403 ③
Contribution au Fonds culturel Eurimages du Conseil de l'Europe	1 500	1 500	1 415	-	85	6	1 415	- ④
Programme Talents en vue	4 000	2 700	1 402	2 198	1 298	48	(796)	(36) ⑤
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle	492	371	396	398	(25)	(7)	(2)	(1)
	79 139	49 961	44 085	47 776	5 876	12	(3 691)	(8)
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales	8 136	6 800	7 108	6 233	(308)	(5)	875	14 ⑥
Activités promotionnelles internationales	5 185	4 200	4 265	3 097	(65)	(2)	1 168	38 ⑦
Programme de mise en marché	10 780	7 000	926	4 508	6 074	87	(3 582)	(79) ⑧
Programme de mise en marché internationale	1 150	650	377	306	273	42	71	23 ⑨
Programme d'aide à l'exportation	800	700	29	-	671	96	29	- ⑩
Programme Innovation	2 000	1 000	413	-	587	59	413	- ⑪
	28 051	20 350	13 118	14 144	7 232	36	(1 026)	(7)
	107 190	70 311	57 203	61 920	13 108	19	(4 717)	(8)

① Les dépenses liées aux **Programmes de production** sont à la baisse par rapport à la même période de l'exercice précédent par plus de 15%, mais présentent une hausse en nombre de projets financés de 11%. Le niveau des dépenses de l'exercice comparatif était plus élevé que la normale. Pour le quatrième trimestre, plusieurs projets majeurs sont en cours d'analyse.

② En ce qui a trait aux **Programme de développement**, la Société a ajouté au cours de l'exercice 2017-2018 un groupe visé donnant accès à des fonds supplémentaires pour des scénarios écrits par des femmes et produits par une productrice. Cette modification, visant l'atteinte d'une meilleure mixité dans l'attribution des fonds, a connu un grand succès avec des projets totalisant 510 000 \$.

③ Les dépenses pour le **Programme pour le long métrage documentaire** sont inférieures au budget mais beaucoup plus élevées que pour l'exercice comparatif. Le niveau de l'an dernier était anormalement bas, dû à l'ouverture tardive du programme dans la nouvelle plateforme de collaboration en ligne, Dialogue. Pour cet exercice, la hausse correspond à l'augmentation budgétaire prévue de ce programme, qui a doublé depuis le dernier exercice.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

### Dépenses de soutien (suite)

- 4 En mars dernier, le Canada est devenu membre d'**Eurimages** et n'a donc effectué sa contribution qu'à cette date.
- 5 Le **Programme Talents en vue** présente une économie budgétaire et une diminution par rapport à l'exercice comparatif. Lors de l'exercice budgétaire, il avait été prévu une bonification à ce programme au courant de l'exercice. Des annonces en ce sens ont été effectuées à l'automne, mais les premières dépenses ne seront que dans le prochain exercice. Quant à la diminution par rapport au dernier exercice, tous les projets l'an passé étaient déjà signés à pareille date tandis que cette année, il en reste toujours cinq. Ce retard devrait être rattrapé dans le dernier trimestre.
- 6 Les dépenses du **Programme de promotion et des activités promotionnelles nationales** sont en hausse par rapport à l'exercice précédent. Tel que prévu au budget, certaines activités ont été ajoutées cette année, entre autre dans le cadre du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada.
- 7 Au cours de l'exercice, plusieurs ajouts ont été faits dans le cadre des **activités de promotion internationales**, ce qui explique la hausse par rapport à l'exercice précédent. Notamment, des activités *Canada Now* ont été ajoutées au Royaume-Uni, au Mexique, en Allemagne et en Chine. De plus, le Canada est pays à l'honneur à l'European Film Market, à Berlin et bien que l'activité n'ait lieu qu'en février, plusieurs coûts ont déjà été encourus au 31 décembre.
- 8 Le **Programme de mise en marché** affiche un retard important autant par rapport au budget que par rapport à l'exercice précédent. Le financement de la mise en marché est difficile à prévoir puisque les demandes de financement dépendent des sorties en salle. De plus, certains films qui ont pris l'affiche ont été des succès pressentis et n'ont pas requis de soutien financier de Téléfilm. Des économies budgétaires sont prévues dans ce programme.
- 9 Le **Programme de mise en marché internationale et participation aux festivals** a été bonifié cette année, mais les résultats sont inférieurs aux attentes. Les dépenses de ce programme sont difficilement prévisibles puisqu'elles dépendent de la sélection des œuvres canadiennes dans les festivals internationaux. Une économie budgétaire est prévue dans ce programme.
- 10 L'an dernier, la Société a procédé au lancement du nouveau **Programme d'aide à l'exportation**. Ce programme gagne encore à être connu par l'industrie et des efforts de communication sont effectués en ce sens.
- 11 Le **Programme Innovation** est un nouveau programme de 2017-2018. Quelques demandes sont encore en cours d'évaluation, mais une économie budgétaire est prévue dans ce programme.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

### Frais de fonctionnement et d'administration

Depuis le début de l'exercice, les frais de fonctionnement et d'administration sont demeurés à un niveau similaire à celui budgétisé et à celui de la période précédente.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18 382	13 683	12 915	12 329	768	6	586	5
Technologies de l'information	1 690	1 460	1 513	1 435	(53)	(4)	78	5
Location, taxes, chauffage et électricité	1 855	1 331	1 391	1 307	(60)	(5)	84	6
Honoraires professionnels	1 823	1 319	902	1 174	417	32	(272)	(23) <sup>1</sup>
Voyages et accueil	546	397	435	435	(38)	(10)	-	-
Amortissement d'immobilisations corporelles	760	516	394	306	122	24	88	29 <sup>2</sup>
Frais de bureau	568	408	383	455	25	6	(72)	(16) <sup>3</sup>
Publicité et publications	330	232	143	212	89	38	(69)	(33) <sup>4</sup>
	25 954	19 346	18 076	17 653	1 270	7	423	2

- <sup>1</sup> Le poste des **honoraires professionnels** affiche un montant inférieur au budget et inférieur à l'exercice précédent. L'écart budgétaire s'explique par des travaux de consultants qui n'ont pas eu lieu au rythme prévu tandis que l'écart par rapport à la période comparative s'explique par des consultants informatiques qui occupent des postes d'employés pour la période terminée le 31 décembre 2017 et dont les dépenses sont reclassées dans les salaires et avantages sociaux.
- <sup>2</sup> L'**amortissement** est en baisse par rapport au budget et en hausse par rapport à la période comparative. L'écart budgétaire provient du rythme plus lent qu'anticipé de la capitalisation d'éléments d'actifs reliés au projet de refonte des systèmes d'information (RSI). L'écart par rapport à la période comparative, quant à lui, s'explique par de nouveaux actifs reliés au projet RSI ayant débuté leur période d'amortissement au cours de l'exercice.
- <sup>3</sup> Les **frais de bureau** sont en diminution par rapport à la période comparative, relié à des besoins en équipements de bureau différent d'une année à l'autre et à une diminution des frais de formation, comme il avait été anticipé.
- <sup>4</sup> Le poste de **publicité et publications** affiche un montant inférieur au budget. L'écart provient de services qui ont été rendus mais qui n'ont toujours pas été facturés pour la conception graphique, situation qui devrait se résorber d'ici la fin de l'année.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

### Financement gouvernemental et revenus

Les différentes sources de financement de la Société ont présenté un niveau d'activité similaire à ce qui avait été budgétisé ainsi qu'à la période comparative de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017

	Budget		Réal		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget		Réal	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	100 454	90 023	78 971	72 952	(11 052)	(12)	6 019	8 <sup>1</sup>
Revenus d'investissements et récupérations	10 000	5 850	7 603	10 222	1 753	30	(2 619)	(26) <sup>2</sup>
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada	9 553	7 165	6 964	7 292	(201)	(3)	(328)	(4)
Fonds des talents	2 165	1 443	1 511	1 188	68	5	323	27
Contributions aux activités de soutien promotionnel	1 200	1 137	958	1 021	(179)	(16)	(63)	(6) <sup>3</sup>
Intérêts et autres revenus	100	75	80	86	5	7	(6)	(7)
	123 472	105 693	96 087	92 761	(9 606)	(9)	3 326	4

<sup>1</sup> Le niveau du **crédit parlementaire** est plus faible que notre prévision budgétaire, ce qui s'explique principalement par des paiements inférieurs à ce qui était prévu, suivant le faible niveau des engagements de l'exercice.

<sup>2</sup> Les **revenus d'investissements** et de récupérations sont plus élevés qu'anticipés mais inférieurs à ceux de l'exercice 2016-2017. Les revenus de la période comparative étaient à un niveau extraordinaire, portés entre autres par d'importantes ventes de coproductions sur le marché international. Le budget de cette année avait été établi en tenant compte d'un retour à un niveau normal, mais les résultats des trois premiers trimestres de cet exercice sont satisfaisants, avec plusieurs projets porteurs tels que *Brooklyn*, *Room* et *Hyena Road*.

<sup>3</sup> Les **contributions aux activités de soutien promotionnel** sont, quant à elles, en baisse en regard des revenus budgétisés principalement en raison des commandites anticipées qui ne se sont pas concrétisées.

**8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE**

	Réel		Écart	
	2017- 2018	2016- 2017	\$	%
Dépenses de soutien	26 127	27 825	(1 698)	(6)
Frais de fonctionnement et d'administration	5 726	5 420	306	6
Revenus	4 063	4 277	(214)	(5)
Crédit parlementaire	27 683	27 838	(155)	(1)
Déficit	(107)	(1 130)	1 023	(91)

Aucune variation à expliquer pour les résultats du troisième trimestre.

## 9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel		Écart	
	31 déc. 2017	31 déc. 2016	\$	%
<b>Actifs financiers</b>				
Montant à recevoir du Trésor	69 417	65 811	3 606	5
Trésorerie - Fonds des talents	1 901	693	1 208	174 <sup>1</sup>
Débiteurs	2 621	3 216	(595)	(19) <sup>2</sup>
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 354	2 592	(238)	(9)
Prêt	240	655	(415)	(63) <sup>3</sup>
	76 533	72 967	3 566	5
<b>Passifs</b>				
Créditeurs et charges à payer	3 523	1 933	1 590	82 <sup>4</sup>
Revenus reportés - Fonds des talents	735	335	400	119 <sup>5</sup>
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	30 693	34 786	(4 093)	(12) <sup>6</sup>
Passif au titre des avantages sociaux futurs	735	805	(70)	(9)
<b>Actifs financiers nets</b>	40 847	35 108	5 739	16
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	6 395	3 643	2 752	76 <sup>7</sup>
Charges payées d'avance	151	545	(394)	(72) <sup>8</sup>
<b>Excédent accumulé</b>	47 393	39 296	8 097	21

- 1 La **trésorerie - Fonds des talents** est en hausse par rapport au 31 décembre de l'exercice précédent en raison de l'encaissement de la contribution de Corus Entertainment au cours du troisième trimestre, comparativement au quatrième trimestre pour l'exercice précédent. De plus, les paiements relativement à la contribution de Bell Média sont inférieurs à la période comparative.
- 2 Les **débiteurs** sont en baisse par rapport au 31 décembre de l'exercice précédent et s'explique principalement par un montant inférieur de taxes à recevoir. Les paiements sur des investissements ont été moins élevés que ceux pour le trimestre comparatif.
- 3 Le **prêt** présente un solde inférieur à celui du 31 décembre de l'exercice précédent car la Société a amendé au 31 mars 2017 l'entente de prêt afin qu'une portion de 409 600 \$ soit convertie en contribution.
- 4 Le poste de **créditeurs et charges à payer** affiche un solde supérieur à celui du 31 décembre de l'exercice précédent car la Société a reçu en décembre 2017 la facture pour notre participation à Eurimages totalisant plus de 1,4 million de dollars. Le Canada est devenu membre d'Eurimages seulement en mars de l'exercice précédent et n'a donc reçu la facture qu'à cette date.
- 5 Les **revenus reportés** présentent un solde supérieur à celui du 31 décembre de l'exercice précédent car la Société a reçu la contribution de Corus Entertainment en septembre 2017 et 70% a été utilisé en date du 31 décembre 2017 contrairement à la même période l'an passé où la Société n'avait pas encore reçu cette contribution à pareille date.
- 6 Les **obligations relatives aux programmes d'aide financière** affichent un montant inférieur à la même période de l'exercice précédent et s'explique par une diminution significative des nouveaux engagements.
- 7 Le poste d'**immobilisations corporelles** affiche un montant supérieur par rapport au 31 décembre de l'exercice précédent suite à la capitalisation, durant les douze derniers mois, des coûts associés au projet de refonte des systèmes d'information (RSI) d'une valeur 2,5 millions.
- 8 Les **charges payées d'avance** sont inférieures à celles du 31 décembre de l'exercice précédent car au 31 décembre 2016, la Société avait payé des frais relatifs à des événements internationaux qui auraient lieu au cours de l'exercice subséquent, ce qui n'est pas le cas pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017.

## 10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

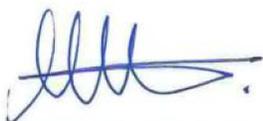
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>31 déc. 2017</b>	<b>31 déc. 2016</b>
<b>Coût de l'exploitation</b>	75 279	79 573
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de soutien qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	13 039	3 914
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(1 038)	(1 629)
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(958)	(1 021)
Charges payées d'avance	(2 124)	(1 820)
Créances contractuelles	(11)	(17)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(6 964)	(7 292)
Acquisitions d'immobilisations	2 127	1 599
Recouvrement de salaire pour transition à un régime de paie en arrérages	(33)	-
Amortissement	(394)	(306)
Avantages sociaux futurs	48	(49)
<b>Crédit parlementaire constaté au 31 décembre</b>	<b>78 971</b>	<b>72 952</b>
<b>Crédit parlementaire disponible pour le trimestre subséquent</b>	<b>23 983</b>	<b>22 502</b>
<b>Crédit parlementaire autorisé</b>	<b>102 954</b>	<b>95 454</b>

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2017-2018. Un montant additionnel de 2,5 millions a été autorisé en décembre 2017 mais n'est pas inclut au budget.

**11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2017****Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA  
Directrice générale



Denis Pion  
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada  
Le 28 février 2018



### État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 31 déc.	
		2017	2016
<b>Dépenses de soutien</b>			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Programmes de production		16 325	19 284
Programme de développement		3 102	2 617
Contribution au Fonds culturel Eurimages du Conseil de l'Europe		1 415	-
Programme Talents en vue		637	-
Programme pour le long métrage documentaire		350	-
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		130	141
		21 959	22 042
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales		2 012	1 709
Activités promotionnelles internationales		1 255	1 130
Programme de mise en marché		252	2 855
Programme de mise en marché internationale		235	89
Programme d'aide à l'exportation		1	-
Programme Innovation		413	-
		4 168	5 783
		26 127	27 825
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	A	5 726	5 420
<b>Coût de l'exploitation</b>		31 853	33 245
<b>Revenus</b>			
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 322	2 376
Revenus d'investissements et récupérations		803	1 014
Fonds des talents		686	319
Contributions aux activités de soutien promotionnel		226	539
Intérêts et autres revenus		26	29
		4 063	4 277
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental</b>		27 790	28 968
<b>Financement gouvernemental</b>			
Crédit parlementaire		27 683	27 838
<b>Déficit</b>		(107)	(1 130)
<b>Excédent accumulé au début</b>		47 500	40 426
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		47 393	39 296

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



### État des résultats

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 31 déc.		
		Budget Cumulatif	2017 Cumulatif	2016 Cumulatif
<b>Dépenses de soutien</b>				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Programmes de production		38 180	34 714	40 900
Programme de développement		5 310	4 685	4 182
Programme pour le long métrage documentaire		1 900	1 473	98
Contribution au Fonds culturel Eurimages du Conseil de l'Europe		1 500	1 415	-
Programme Talents en vue		2 700	1 402	2 198
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		371	396	398
		49 961	44 085	47 776
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales		6 800	7 108	6 233
Activités promotionnelles internationales		4 200	4 265	3 097
Programme de mise en marché		7 000	926	4 508
Programme de mise en marché internationale		650	377	306
Programme d'aide à l'exportation		700	29	-
Programme Innovation		1 000	413	-
		20 350	13 118	14 144
		70 311	57 203	61 920
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	B	19 346	18 076	17 653
<b>Coût de l'exploitation</b>		89 657	75 279	79 573
<b>Revenus</b>				
Revenus d'investissements et récupérations		5 850	7 603	10 222
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		7 165	6 964	7 292
Fonds des talents		1 443	1 511	1 188
Contributions aux activités de soutien promotionnel		1 137	958	1 021
Intérêts et autres revenus		75	80	86
		15 670	17 116	19 809
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental</b>		73 987	58 163	59 764
<b>Financement gouvernemental</b>				
Crédit parlementaire		90 023	78 971	72 952
<b>Excédent</b>		16 036	20 808	13 188
<b>Excédent accumulé au début</b>		26 585	26 585	26 108
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		42 621	47 393	39 296

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



## État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>31 déc. 2017</b>	<b>31 mars 2017</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	69 417	61 709
Trésorerie - Fonds des talents	1 901	649
Débiteurs	2 621	2 977
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 354	3 262
Prêt	240	240
	<b>76 533</b>	<b>68 837</b>
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	3 523	3 234
Revenus reportés - Fonds des talents	735	-
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	30 693	45 172
Passif au titre des avantages sociaux futurs	735	783
	<b>35 686</b>	<b>49 189</b>
<b>Actifs financiers nets</b>	<b>40 847</b>	<b>19 648</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles	6 395	4 662
Charges payées d'avance	151	2 275
	<b>6 546</b>	<b>6 937</b>
<b>Excédent accumulé</b>	<b>47 393</b>	<b>26 585</b>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



### État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>31 déc. Budget</b>	<b>31 déc. 2017</b>	<b>31 mars 2017</b>
<b>Excédent</b>	16 036	20 808	477
<b>Opérations liées aux immobilisations corporelles</b>			
Amortissement	516	394	486
Acquisitions	(1 850)	(2 127)	(2 798)
<b>Autres opérations</b>			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(151)	(2 275)
Utilisation des charges payées d'avance	2 200	2 275	2 365
<b>Augmentation (diminution) des actifs financiers nets</b>	<b>16 902</b>	<b>21 199</b>	<b>(1 745)</b>
<b>Actifs financiers nets au début de l'exercice</b>	<b>19 648</b>	<b>19 648</b>	<b>21 393</b>
<b>Actifs financiers nets à la fin</b>	<b>36 550</b>	<b>40 847</b>	<b>19 648</b>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



### État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 31 décembre 2017

	Trimestre terminé le 31 déc.		Période terminée le 31 déc.	
	2017	2016	2017	2016
<i>En milliers de dollars canadiens</i>				
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Excédent (déficit)	(107)	(1 130)	20 808	13 188
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation (diminution) du passif au titre des avantages sociaux futurs	(31)	42	(48)	49
Amortissement des immobilisations corporelles	125	100	394	306
	(13)	(988)	21 154	13 543
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	(644)	(1 156)	356	(898)
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	(20)	6	908	711
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	1 035	(86)	289	(731)
Augmentation (diminution) des revenus reportés - Fonds des talents	(632)	(157)	735	333
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	160	2 096	(14 479)	(4 810)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	109	(27)	2 124	1 820
	(5)	(312)	11 087	9 968
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>				
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(750)	(619)	(1 905)	(1 383)
Variation des créditeurs et charges à payer des projets en capital	177	(12)	(222)	(216)
	(573)	(631)	(2 127)	(1 599)
<b>Augmentation du montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents</b>	(578)	(943)	8 960	8 369
<b>Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents au début de la période</b>	71 896	67 447	62 358	58 135
<b>Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période</b>	71 318	66 504	71 318	66 504

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



## Notes aux états financiers trimestriels

### 1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2017. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2017.

### 2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2016-2017 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2017-2018.

## Annexes A et B - Autres renseignements

### A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 31 déc.	
	2017	2016
Salaires et avantages sociaux	4 297	4 050
Location, taxes, chauffage et électricité	468	413
Honoraires professionnels	345	296
Voyages et accueil	192	200
Technologies de l'information	130	146
Frais de bureau	128	127
Amortissement d'immobilisations corporelles	125	100
Publicité et publications	41	88
	5 726	5 420

### B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 31 déc.	
		2017	2016
Salaires et avantages sociaux	13 683	12 915	12 329
Technologies de l'information	1 460	1 513	1 435
Location, taxes, chauffage et électricité	1 331	1 391	1 307
Honoraires professionnels	1 319	902	1 174
Voyages et accueil	397	435	435
Amortissement d'immobilisations corporelles	516	394	306
Frais de bureau	408	383	455
Publicité et publications	232	143	212
	19 346	18 076	17 653